

La lettre confidentielle de Marine Le Pen aux préfets



Article rédigé par francetvinfo.fr, le 18 mai 2021

Source [francetvinfo.fr] Il y a quelques jours, Marine Le Pen a adressé un courrier à tous les préfets pour leur dire qu'elle s'opposait à la réforme de la haute fonction publique initiée par Emmanuel Macron. La lettre est restée confidentielle jusqu'à maintenant et franceinfo vous la révèle.

La lettre de deux pages est datée du 10 mai. Elle a été envoyée à tous les préfets en poste territorial, après l'annonce par le Premier ministre de la suppression du corps préfectoral. Précision utile : appartenir à un corps, dans la fonction publique, c'est bénéficier à vie d'un statut et d'attributions, et s'inscrire dans une grille de salaire précise. Ça, [Emmanuel Macron n'en veut plus](#). D'où la réforme annoncée par Jean Castex, qui prévoit notamment plus de diversité dans le recrutement, des parcours professionnels liés à la performance des préfets et non plus à leur statut.

Ce chamboulement inédit depuis 1945 inquiète la haute administration. [Marine Le Pen](#) s'emploie donc à la rassurer, dans son courrier, en s'engageant à "*combattre cette réforme*" et à "*défendre le corps préfectoral*". Emmanuel Macron est lui accusé de vouloir déconstruire l'édifice administratif.

"*Derrière pointe le risque d'une politisation des recrutements et des nominations*", écrit Marine Le Pen, qui le soupçonne aussi de préparer "*une privatisation rampante des fonctions publiques*". Pour instruire ce procès, elle s'appuie sur le recours à des cabinets de conseil privés, notamment durant la crise sanitaire. "*Je crois, pour ma part, au modèle administratif français*", insiste la présidente du Rassemblement national, qui dit-elle "*se donne comme priorité la restauration de l'autorité de l'État*."

La lettre est signée de Marine Le Pen, députée du Pas-de-Calais. Mais c'est bien un propos de candidate à la présidentielle qui est tenu. Et l'exécutif ne s'y trompe pas : quatre jours après cette lettre, Jean Castex signait une tribune dans [Le Figaro](#), se défendant de vouloir fragiliser, banaliser ou politiser la préfectorale, "*comme certains se plaisent à le faire croire*", écrivait-il, sans jamais citer Marine Le Pen.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)